

## Jean-Baptiste André Godin à Auguste Vavas seur, 4 septembre 1879

Auteur·e : Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888)

### Les folios

En passant la souris sur une vignette, le titre de l'image apparaît.

5 Fichier(s)

### Informations sur le document source

Cote FG 15 (20)

Collation 5 p. (196r, 197r, 198v, 199v, 200r)

Nature du document Copie à la presse d'un manuscrit

Lieu de conservation Bibliothèque centrale du Conservatoire national des arts et métiers, Paris

### Citer cette page

Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888), Jean-Baptiste André Godin à Auguste Vavas seur, 4 septembre 1879, Équipe du projet FamiliLettres (Familièrre de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle) consulté le 14/01/2026 sur la plate-forme EMAN :

<https://eman-archives.org/Famililettres/items/show/49967>

Copier

### Informations sur l'édition numérique

Éditeur Équipe du projet FamiliLettres (Familièrre de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle)

Droits Familièrre de Guise et Bibliothèque centrale du CNAM ; projet EMAN (Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne nouvelle). Licence Creative Commons Attribution - Partage à l'Identique 3.0 (CC BY-SA 3.0 FR).

### Présentation

Auteur·e [Godin, Jean-Baptiste André \(1817-1888\)](#)

Date de rédaction [4 septembre 1879](#)

Lieu de rédaction Guise (Aisne) – Familistère  
Destinataire [Vavasseur, Auguste \(1823-1905\)](#)  
Lieu de destination 10, rue du Caire, Paris  
Scripteur / Scribe [Moret, Marie \(1840-1908\)](#)

## Description

Résumé Sur les statuts de l'association du Familistère. Sur les procurations de l'administrateur-gérant : Godin rappelle à Vavasseur qu'actuellement les employés de Guise et de Laeken signent « Par procuration de Godin » ; il voudrait qu'à l'avenir le directeur de l'usine de Guise, l'économe du Familistère et le directeur de l'usine de Laeken puissent signer « Par procuration de Godin et Cie ». Il propose une nouvelle rédaction de l'article 71 des statuts de l'association sur la responsabilité de l'administrateur-gérant. Sur la responsabilité des associés. Sur la difficulté à mettre les statuts en conformité avec la loi. Sur un titre des statuts relatif aux héritiers du fondateur.

Support

- La signature de la lettre n'est pas copiée.
- Sur le folio 199v, l'encre de la copie est alternativement violette et brune.

## Mots-clés

[Procédure \(droit\)](#)

Personnes citées [Société du Familistère de Guise - Association coopérative du capital et du travail](#)

Notice créée par [Pauline Pélissier](#) Notice créée le 21/11/2023 Dernière modification le 06/02/2024

Guise le 4 septembre 1896

196

Monsieur Ravasseur,

Je ne puis soumettre l'association  
que je vous fonder aux restrictions que  
vous apportez dans les procurations que  
l'administrateur-gérant est obligé de  
donner.

Il faut absolument que certains de  
mes associés possesseurs de parts en lots  
d'épargnes administreront avec moi les  
affaires de la S<sup>te</sup>. J'ai deux établissements  
en France, un établissement en Belgique  
et depuis longtemps j'ai signé presque  
rien dans la direction de ces établissements.  
Les employés qui signent actuellement le  
font : "Par procuration de Godin"; ils devraient  
naturellement, sous le régime de l'associa-  
tion, le faire : "Par procuration de Godin et  
C<sup>ie</sup>".

Je suis donc contraint de modi-  
fier comme suit l'art. 71 des statuts.

## Article 71

" L'association est administrée par un gérant assisté d'un conseil de gérance.

" L'administrateur - gérant a seul la signature sociale et seul il représente la société vis-à-vis des tiers.

" Il nomme et révoque tous les employés et fonctionnaires dans les conditions des art. 108 à 112.

" Il délègue à un directeur dans l'usine de Guise, à un directeur dans l'usine de Laeken et à un économiste dans les services du Familistère une partie de ses attributions.

" Il donne à chacun de ces fonctionnaires procuration pour signer la correspondance et les actes nécessaires à la gestion. Chacune de ces <sup>documents</sup> ~~signatures~~ est contresignée par un agent comptable attaché à chacun des établissements.

" Tous ces signataires sont, conformément à l'art. 28 de la loi du 6 mai 1862, responsables dans les opérations qu'ils ont faites.

" Mais l'administrateur - gérant a toute garantie vis-à-vis d'eux de toutes les opérations qu'ils ont faites de bonne foi.



— Il est certain que c'est là une "difficulté" pour moi. Je ne sais dans quelles mesures la responsabilité serait acceptée par des hommes qui jusqu'ici n'en ont encourue que moi - à moi de moi. Je ne vois pas comment je pourrais éviter chez eux certaines craintes, certaines défiances toutes naturelles à des hommes qui ne voient pas de premier abord où cela peut les conduire.

— Vous comprendrez cependant combien il est impossible que je constitue l'association entre travailleurs et capitalistes et que je sois autorisé par la loi à prendre les fonctions principales en dehors des associés eux-mêmes.

L'administrateur-gérant ne peut, d'un côté, s'astreindre à ~~faire~~ signer l'énorme quantité de lettres et documents divers qui entrent chaque jour dans l'administration aussi compliquée. Cet article, à lui seul, suffit pour démontrer combien nos lois sur la matière sont en retard sur les besoins; mais je crois aussi que les vœux du législateur ne se sont pas portés de ce côté, et que peut-

et la légiste pourrait trouver des cas  
légitimes où la procuration ne rend pas  
responsable. C'est pourquoi j'appelle à  
nouveau votre attention sur ce point.

Je vous serais bien obligé aussi de me dire  
si vous voyez quelque utilité pour l'avenir de  
l'association, dans le cas où elle fonctionnerait  
bien avec sa constitution actuelle, à lui  
réserver la faculté de se transformer en  
une autre.

Les difficultés que j'éprouve à mettre  
mon association en accord avec la loi me  
font considérer comme un véritable danger  
pour elle d'être obligée à un moment  
donné de mettre tout en question. Et  
si il n'est véritablement nécessaire de  
jouer de mon vivant, en suivant pas  
à pas l'expérience, y apporter toutes les  
améliorations possibles, il me semble  
un peu qu'à ma mort la société ait sa  
stabilité assurée.

Néanmoins je fais appel à vos  
suggestions sur ce sujet et sur tous  
autres points qui pourraient vous  
venir à l'esprit.



Supprimant les prévisions de  
l'anonymat et voulant mettre  
à profit ce que vous m'avez  
donné concernant mes héritiers, je pense  
qu'il y a lieu d'en faire un titre spécial qui  
trouverait sa place à la fin du ch. IV inti-  
tulé : Du fonds social. Le titre en ques-  
tion serait intitulé : "Des héritiers du fon-  
dateur."

J'en joins la copie à cette lettre.  
Veuillez modifier s'il y a lieu le texte  
particulièrement dans la partie laissée  
au crayon et qui ne concorde plus,  
puisque il n'y a plus d'actions.

Aguez je vous prie, Monsieur,  
l'assurance de mes meilleurs  
sentiments.